

Toumaï Action



Toumaï - l'Ancêtre
des Humains

Lettre mensuelle au service de la recherche et du développement
éditée par le Centre National d'Appui à la Recherche (CNAR)

Président d'honneur : Pr Michel Brunet

Directeur de publication : Dr Baba El-hadj Mallah

Avec le soutien du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Tchad

N° 012 - octobre 2007

Distribution gratuite

XIV^{ème} Colloque MEGA-TCHAD

«L'Homme et la Santé dans le bassin du lac Tchad »

Université de N'Djaména - Tchad

N'Djaména du 30 novembre au 4 décembre 2008

Premier Appel à Communications

- Approches pluridisciplinaires de la santé dans le bassin du lac Tchad

Selon le préambule de la constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé, en 1946, la santé est un « *état de bien-être complet, physique, mental et social et non pas uniquement l'absence de maladie ou d'infirmi-* »*mité* ». Cette conception a le mérite de sortir « la santé » de l'orbite strictement médical et de lui donner une dimension culturelle et sociale à propos de laquelle une réflexion scientifique pluridisciplinaire ne peut manquer d'être intéressante.

Le bassin du Lac Tchad constitue une vaste région de traditions communes, d'influences, d'échanges, qui s'étend sur le Niger, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad et le nord de la RCA.

Depuis des millénaires, les peuples vivant dans ce bassin ont su utiliser des feuilles, des fleurs, des écorces tirées de toutes les strates de la végétation, ainsi que des substances animales ou minérales pour sauver des vies humaines, soigner leur bétail ou les animaux domestiqués. Ils ont transmis de génération en génération autant de connaissances, de pratiques et de remèdes contre autant de malaises et de maladies de la vie quotidienne.

Ces peuples avaient même déjà une perception élaborée de la prévention des maladies : consultation des oracles pour savoir les grandes épidémies ou calamités qui pourraient s'abattre sur la communauté durant l'année nouvelle. Et pour juguler ces malheurs, l'on procède à des sacrifices et autres rituels.

Dans le bassin du lac Tchad, le XX^{ème} siècle s'est ouvert sous la tutelle coloniale et l'avènement de la médecine moderne. Pendant la colonisation, qu'elle ait été allemande, britannique ou française, la lutte menée contre les maladies dites tropicales visait d'abord à protéger et à soigner les administrateurs coloniaux, les militaires, les colons, ensuite préserver le capital humain, c'est-à-dire la main-d'œuvre indigène.

Les options de santé publique coloniale concernaient autant les principales endémies comme le paludisme, la lèpre, la trypanosomiase, la bilharziose, l'onchocercose que les épidémies annuelles de variole, fièvre jaune, rougeole et autres maladies vénériennes. Une politique systématique de vaccination a été entreprise contre les maladies telle que la tuberculose.

A l'indépendance, les Etats ont continué à développer les services médicaux et à mettre en place des politiques de prévention et de lutte contre les maladies. Mais, bien que des efforts soient fournis, la couverture sanitaire des Etats reste absolument insuffisante, contraignant des franges entières de la population à vivre hors du système médical formel. Des disparités importantes continuent de persister à l'intérieur d'un même pays entre les milieux ruraux et urbains et à l'intérieur des villes selon les groupes sociaux.

En effet, bon nombre de grandes villes du bassin du lac Tchad connaissent une situation sanitaire pour le moins préoccupante : prolifération de médicaments de contrebande, vente illicite de médicaments, prix élevés de médicaments dans les officines qui poussent vers la médecine du trottoir, automédication, etc.

La ville est le lieu d'une pratique dualiste de santé : consultation de la médecine moderne et recours aux thérapeutes traditionnels ou retour au village. Les systèmes de santé publique sont mis à mal par les crises budgétaires des Etats. Malgré les progrès thérapeutiques, Le XXI^{ème} siècle reconduit, dans le bassin du lac Tchad, une perspective de péril sanitaire. Ainsi, le paludisme, la tuberculose sont reconduits à leur toute puissante morbidité sous forme de résistances diverses, la trypanosomiase ébauche un retour tandis que le Sida caracole en tête du cortège des préoccupations nationales et internationales. Certaines pathologies telles que le choléra, la méningite continuent à sévir.

Les défis de la santé publique et de la médecine préventive, de l'accès aux soins et aux médicaments, de la valorisation de la médecine traditionnelle et de son intégration dans la médecine moderne sont grands pour tous les Etats du bassin du lac Tchad.

Le présent colloque offre l'occasion aux scientifiques de différentes disciplines (Sciences du Langage, Histoire, Archéologie, Géographie, Ethnologie, Anthropologie, Economie, Droit, Santé humaine et animale, Sciences de l'Environnement, etc.) d'apporter leur contribution au brûlant thème de la santé que l'on considère aujourd'hui comme un bien public global et un élément du bien-être individuel, de la dignité de la personne humaine.

Voici un éventail de sujets que nous souhaiterions voir aborder, par exemple :

- Pratiques anciennes de soins dans le bassin du lac Tchad
- Plantes médicinales et pharmacopée des plantes médicinales
- Système de santé moderne
- Systèmes et pratiques de la médecine traditionnelle
- Sociétés et santé en milieu rural
- Société et santé en milieu urbain
- Droit à la santé

- Commerce frauduleux des produits pharmaceutiques dans les rues des villes
- Perceptions du concept de médecine préventive dans les sociétés traditionnelles
- D'autres thèmes traitant des relations entre santé humaine et santé animale seront acceptés.

- Comité d'organisation do colloque

Président : Pr DJARANGAR DJITA ISSA

Vice - Président : Dr NGARESSEM GOLTOB MBAYE

Membres : Pr KHALIL ALYO

Dr YEMADJI NDIEKHOR

Dr MOUKHTAR DJIBRINE

Dr TCHAGO BOUIMON

NGARO MYASSOL

Participation d'une délégation du CNAR à la conférence internationale AfricaGIS'- 07 Ouagadougou, Burkina Faso, du 17 au 20 septembre 2007

J. Libar, Chef de service télédétection

A. Raulin, Conseiller du Directeur

Avec l'appui de la coopération française, une délégation du CNAR, composée du Chef du service télédétection et Système d'Information Géographique (SIG) et du Conseiller du Directeur, s'est rendue à Ouagadougou du 17 au 20 septembre 2007 pour assister à la huitième édition de la conférence AfricaGIS.

Cet évènement est une plate-forme de rencontre où les professionnels africains et internationaux de l'information géographique communiquent entre eux, échangent des informations et travaillent ensemble pour améliorer l'utilisation des technologies géoinformatiques.

Les rencontres AfricaGIS ont été initiées en 1993 par l'Observatoire du Sahel et du Sahara (OSS) et l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR). Elles ont lieu tous les deux ans depuis cette date.

La huitième édition s'est déroulée sous le haut patronage du Ministre des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique du Burkina Faso et a été organisée par un consortium comprenant l'EIS-Africa (Système d'Information Environnementale-Afrique), l'Association Africaine pour la Télédétection de l'Environnement (AARSE) et l'Organisation Africaine de Cartographie et de Télédétection (OACT).

Elle a réuni 349 participants issus de 29 pays, du Nord et du Sud autour du thème : "Géo information et lutte contre la pauvreté en Afrique".

Cet évènement a été l'occasion pour le Tchad d'être présent sur la scène internationale de la géo-information et a permis au CNAR de consolider sa visibilité au-delà des frontières nationales. Des liens ont été tissés avec des partenaires du Nord comme du Sud afin d'envisager de futures collaborations.

Des enseignements ont pu être tirés des expériences d'autre pays dans le domaine de la gestion de l'information géographique, en particulier dans le cadre de la mise en place d'une future stratégie nationale de gestion de l'information géographique au Tchad.

En Outre, la délégation du CNAR a rencontré des membres de l'association GSDI qui a récemment octroyé au centre une bourse de 2500 \$ pour l'aider à créer une base de données et de métadonnées géoréférencées.

Des mesures simples pour économiser l'énergie

Généralement environ 50 % des consommations d'énergie, dépendent de nos actes quotidiens.

Les émissions de CO₂, et d'autres gaz polluants sont directement liées à notre consommation d'énergie. La planète se réchauffe, provoquant des dérèglements climatiques.

Ces émissions nuisent à la qualité de l'air et entraînent l'accroissement de l'effet de serre.

En adoptant quelques réflexes simples ou en utilisant des équipements et des produits adaptés, nous contribuons chaque jour à réduire ces émissions tout en diminuant nos dépenses énergétiques.

Nous pouvons :

- économiser au moins 20 % de carburant, en respectant les limitations de vitesse.
- consommer 4 fois moins d'énergie, en utilisant des lampes basse consommation.
- réduire notre consommation substantiellement, en baissant la température de consigne de notre climatiseur de 1°C.
- couvrir jusqu'à 70 % de nos besoins en vous équipant d'un chauffe-eau solaire.
- Économiser jusqu'à 30 % d'énergie en utilisant des chaudières adaptées et jusqu'à 50 % en isolant notre habitation.

Conférence débat CNAR/CCF

04 octobre 2007

Sous le haut patronage de Son Excellence, Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle, le Dr Idriss Oumar Alfaroukh, le CNAR et le CCF ont organisé une conférence débat qui a été animée par le Pr Michel Brunet. Le thème de la conférence est intitulé « *Au Tchad sur la piste d'un nouveau modèle pour l'Histoire de l'Humanité* ».

Plusieurs personnes, dont des membres du Gouvernement et des Ambassadeurs accrédités au Tchad, ont rehaussé de leur présence cette importante cérémonie.

Il ressort de cette conférence que des investigations scientifiques nécessaires à la préparation de la monographie autour de Toumaï sont en cours.

Aussi, les analyses concernant les isotopes stables (carbone 13 et oxygène 18) ne pourront pas, pour des raisons d'étalonnage de l'appareil, être réalisées à la microsonde ionique de Nancy, comme prévu.

Par contre, le Laboratoire du Professeurs Julia Lee Throp, Professor of Archaeological Sciences, Head of Research, Archaeological, Geographical and Environmental Sciences, University of Bradford, United Kingdom, qui est l'un des trois laboratoires au monde équipées pour ce type d'analyse a donné son accord pour réaliser les analyses des isotopes.

D'autres études autour du crâne de Toumaï et notamment celles devant être conduites sur des isotopes stables destinées à mettre en évidence le régime alimentaire du plus ancien représentant connu du rameau humain sont également en cours.

Participation du Directeur du CNAR à l'atelier de promotion du partenariat entre le CTA et les organisations ACP locales et nationales, Arnhem, Pays-Bas, 22-26 octobre 2007

Le Centre Technique de Coopération Agricole et rurale (CTA) est l'un de partenaires privilégié du CNAR. Le CNAR a bénéficié de plusieurs soutiens du CTA, parmi lesquels la mise en œuvre du Service-Question-Réponse et la dotation du Centre en matière de documents scientifiques très prisés par les chercheurs nationaux.

Problématique et justification de l'atelier

L'évaluation du Plan Stratégique 2001-2005 du CTA à conclu que cette institution faisait de bonnes actions, mais ne conduisait pas toujours ces actions de la meilleure manière.

Le Plan Stratégique 2007-2010, basé notamment sur les conclusions d'une évaluation, a posé un certain nombre de défis qui peuvent être résumés en quatre points :

- Positionnement du CTA (ses avantages comparatifs)
- Efficience et efficacité des actions menées
- Rayon d'action (impact des actions en terme du nombre de bénéficiaires touchés, coûts/bénéfices) et visibilité du CTA

L'atelier vise à apporter des réponses à ces quatre grandes questions qui se posent aussi bien au CTA qu'à ses partenaires, à formuler des recommandations et élaborer les grandes lignes d'un plan d'action pour une meilleure adéquation entre le PS et le programme de partenariat. Le programme proposé est conçu pour accorder une large place au dialogue et à l'interactivité entre le CTA et ses partenaires.

L'atelier, qui regroupera tous les partenaires actuels, locaux et nationaux du CTA, permettra par ailleurs de faire le point sur le chemin parcouru depuis 2002, de mettre en exergue les résultats obtenus, les forces et les faiblesses et tracer de nouvelles perspectives pour les années à venir.

L'occasion sera également donnée pour les partenaires et le CTA de réfléchir sur certains points cruciaux, dont :

- L'implication pour le programme de partenariats locaux et nationaux de la mise en œuvre des orientations du Plan Stratégique 2007-2010 du CTA
- La capitalisation et valorisation des produits et services d'information et de communication rurale des partenaires et l'accroissement des échanges entre eux.

L'objectif général

Contribuer à l'amélioration de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des projets et programmes de développement rural.

But

Les capacités nationales de prise de décision, de mise œuvre et de valorisation des programme de GIC sont renforcées.

Résultats attendus

- Les implications pour le programme des partenariats locaux et nationaux des nouvelles orientations stratégiques sont définies.
- Des actions collectives et individuelles de valorisation des produits et services d'information et d'échanges entre partenaires sont amorcées.
- Le mécanisme du fonctionnement en réseau des partenaires discuté et voté.